ALI BENFLIS DÉNONCE :

«La pratique politique a muté en un pouvoir personnel totalitaire»

L'ancien chef de gouvernement, Ali Benflis, a présidé, hier lundi, au siège de son parti, Talaie El Hourriyet, une réunion du Pôle des forces du changement, une alliance partisane de l'opposition dont il est le coordinateur. Une réunion qui a donné lieu à un communiqué au vitriol contre le pouvoir, Bouteflika à sa tête.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'examen de la situation politique, économique et sociale dans le pays, lit-on d'emblée dans le communiqué, fait ressortir un constat sans appel : «L'absence de légitimité et de crédibilité du système politique en place constitue la cause de l'impasse qui caractérise le fonctionnement de l'ensemble des institutions à tous les niveaux et la détérioration de la situation économique et sociale du pays.»

Le même communiqué, signé par Ali Benflis, relève que ce constat se manifeste par plusieurs signes. Le plus important étant, comme l'a toujours soutenu l'ancien chef de gouvernement, «la vacance d'un pouvoir qui se trouve usurpé par des forces occultes extraconstitutionnelles».

En d'autres termes, et comme toujours, Benflis frappe là où ça fait mal. Il met la maladie de Abdelaziz Bouteflika au cœur même du débat. L'autre signe relevé, «une déviance de la pratique politique qui a muté en un pouvoir personnel totalitaire». Bien évidemment, c'est toujours Bouteflika qui est visé à travers cette phrase.

Bouteflika, ainsi que le quatrième mandat exercé dans les conditions que l'on sait. Avec comme première conséquence, note le communiqué, «l'aggravation de la crise politique et économique».

Photo : Samir Sid

Ali Benflis, président de Talaie El Hourriyet.

Dans ce sillage, le Pôle des forces du changement se dit «préoccupé par les inévitables conséquences de la loi de finances 2016, adoptée aujourd'hui (hier lundi Ndlr) et met en garde sur ses effets sur les conditions de vie du citoyen et particulièrement sur les couches les plus défavorisées». Une loi de finances qui, certainement, induira de nombreuses augmentations sur certains produits.

Par ailleurs, Benflis dénonce «les diverses formes de harcèlement et de pression que pratiquent les autorités publiques à l'égard des médias et l'atteinte à la liberté d'expression».

De manière générale, le Pôle des forces du changement, qui fait partie de la grande coalition de l'opposition, dite de l'ICSO, considère, enfin, que «l'unification de l'action de l'opposition en vue de contribuer à extirper le pays de sa crise multidimensionnelle est un acquis qu'il convient de saluer et de renforcer».

K. A.

GARDES COMMUNAUX, PATRIOTES ET VICTIMES DU TERRORISME SE REGROUPENT

L'Alliance nationale patriotique (ANP) est née

Finalement, après plusieurs réunions et autres rencontres conjoncturelles, organisées surtout durant l'été dernier pour faire bloc et répondre comme un seul homme aux tentatives de Madani Mezrag de créer un parti politique, en condamnant à plusieurs reprises et avec la plus grande vigueur cette tentative assimilée par les organisations de lutte antiterroriste comme un couteau dans le dos de la République, ces réactions ont fini par faire réagir le président de la République en personne quand, à l'occasion de son message du 10e anniversaire de la Réconciliation nationale, il avait clairement dit non au vœu de Madani Mezrag de créer un parti politique.

Ainsi, après avoir réussi leur alliance en faisant face efficacement à cette entreprise macabre de Madani Mezrag, les organisations qui se sont regroupées depuis septembre dernier dans le mouvement pour la cause des gardes communaux et les victimes du terrorisme, se sont réunis le week-end dernier au siège du MDS pour trouver les voies et moyens de faire avancer leur cause commune dont la principale est la sauvegarde du caractère républicain de l'Etat algérien, ainsi que la reconnaissance des sacrifices de toutes ces franges de la société qui se sont mobilisées et liguées contre le terrorisme durant deux décennies.

A l'issue de cette rencontre, les présents dont entre autres les gardes communaux avec le mouvement pour la cause des gardes communaux et la lutte antiterroriste de Aliouat Lahlou, ainsi que le mouvement national pour la défense des droits des Patriotes représenté par plusieurs délégués de wilayas dont le président, Thaam Allah Mourad, ainsi que des délégués des familles des victimes du terrorisme, ont d'un commun accord créé un nouveau mouvement dénommé l'Alliance nationale patriotique ou ANP.

Ce mouvement, lit-on dans une déclaration remise ce lundi à notre bureau, est d'ores et déjà, doté d'une permanence nationale composée de quatre éléments, que sont Thaam Allah Mourad comme coordinateur national, Aliouat Lahlou, comme porte-parole, Abdelhamid Kiouche, chargé de coordination avec les organisations et autres mouvements associatifs à l'échelle nationale et enfin, Hmidani Lila chargée du secrétariat.

Parmi les objectifs que l'ANP s'est assignés, il y a la reconnaissance officielle des sacrifices de ces corps auxiliaires nés dans une conjoncture particulière pour aider et prêter main-forte aux autres forces de sécurité officielles que sont l'armée, la police et la gendarmerie, pour la lutte antiterroriste ; la concrétisation de tous les droits jusque-là non encore arrachés auprès de l'Etat algérien, la constitutionnalisation de la résistance et la lutte antiterroriste et enfin, la notification de tous les actes terroristes commis contre l'humanité avec poursuites judiciaires.

Cela étant, dans ce document de cinq pages qui s'assimile plus à un projet de société qu'à un simple appel pour la reconnaissance de leurs droits, les délégués de ce nouveau mouvement parlent en effet de plusieurs actions à mettre en œuvre afin que l'Etat soit à jamais prémuni contre le terrorisme, en allant courageusement vers une 2e République où seront consacrés la démocratie sociale, la justice et la liberté et l'Etat de droit et de la citoyenneté, où sera consacrée et reconnue la véritable identité nationale avec toutes ses composantes ; cela outre ce que nous avions évoqué plus haut comme la consécration et la constitutionnalisation de la lutte antiterroriste, la reconnaissance officielle des sacrifices pour la sauvegarde de la République, la concrétisation de la loi sur la lutte antiterroriste, entre autres.

Les gardes communaux et les Patriotes appellent le peuple algérien à s'unir pour sauver la République d'un second assassinat en faisant barrage au projet de Mezrag.

Yazid Yahiaoui

OUVERTURE, DEMAIN, DU PROCÈS SONATRACH-SAIPEM

Milan résonne à Alger

C'est en principe demain, mercredi, que s'ouvrira au tribunal de Milan l'attendu procès de l'une des affaires de corruption transnationales mettant en cause des Italiens et des Algériens impliqués dans des transactions douteuses entre la Sonatrach et la Saipem, filiale du groupe italien ENI.

Une affaire dont la genèse remonte à il y a presque cinq ans, lorsqu'une perquisition, ordonnée par le parquet de Milan, donnait lieu à la découverte dans le domicile de Pietro Varone, dirigeant de la Saipem, de documents jugés confondants, liant la firme italienne à un cabinet d'affaires domicilié à Hong Kong, dont l'un des propriétaires est Farid Nouredine Bedjaoui, et dont les services ont été requis pour permettre aux Italiens de décrocher des contrats avec la Sonatrach. Services pour lesquels Farid Bedjaoui se fait gracieusement rétribuer, jusqu'à amasser un pactole avoisinant les 180 millions d'euros.

Une affaire, parmi d'autres aussi retentissantes, qui a eu son effet dans les arcanes des pouvoirs et des services en Algérie, et par d'inévitables ricochets en Italie, bien sûr, et d'autres pays vers où s'étendaient les tentacules de l'organisation mise sur pied par le très recherché Farid Bedjaoui et ses présumés partenaires, dont l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, et Paolo Scaroni, un cadre de l'ENI, le géant pétrolier italien, qui ont tous deux été finalement lavés de toute implication dans cette affaire puisqu'ils ne figurent ni parmi les prévenus ni même les témoins bien que leurs noms revenaient souvent lors de la longue instruction.

Farid Bedjaoui, Samir Ouraed et Omar Habour, tous en fuite, répondront de leurs actes de corruption aux côtés de Pietro Tali, l'ancien administrateur délégué de Saipem, Pietro Varoni, l'ex-directeur des opérations de la même société, ainsi qu'Alessandro Bernini, l'ancien directeur financier de la filiale de l'ENI. Ces trois derniers qui trouveront place sur le banc des accusés aux côtés du détenu, le seul dans cette affaire, Tulio Orsi, l'ancien numéro un de la Saipem en Algérie, qui avait conclu un marché avec le parquet de Milan quant à sa peine contre la divulgation de certains secrets de cette scabreuse histoire.

Une de ces affaires qui, naturellement, a fait les choux gras de la presse nationale et alimenté, à ce jour d'ailleurs, les discussions chez le commun de nos compatriotes qui se retrouvaient, comme jamais, alimentés en informations «monstrueuses» sur l'étendue de la corruption dans le pays et, comme par hasard, assistaient tout penauds au début des malheurs du DRS, dont le service de la police judiciaire était justement à l'origine de l'ouverture de ces dossiers d'un retentissement jamais égalé, eu égard à la «qualité» des personnalités présumées impliquées.

Les montées au créneau, d'une part, d'autres personnages de premier rang pour crier à la machination contre Chakib Khelil notamment, et l'entourage immédiat du président de la République donc, et d'autre part, les partis de l'opposition qui ont enfin eu du grain à moudre comme jamais ils ne l'espéraient pour partir en guerre ouverte contre le pouvoir en place, donnèrent une toute nouvelle tournure au débat politique dans le pays.

L'attention sera donc focalisée demain sur la Lombardie d'où il est attendu que sorte un début de déballage sur les rouages d'un système qui a écorné, pour ne pas dire plus, ce qui reste de l'image du pays, auprès de ses propres citoyens d'abord.

M. Azedine